

<https://cdurable.info/Acceleration-ecologique-et-justice-sociale-8-mesures-prioritaires.html>

Pacte du Pouvoir de Vivre

Accélération écologique et justice sociale : 8 mesures prioritaires

- Développement Durable en action -



Date de mise en ligne : mercredi 28 août 2019

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous
droits réservés

En mars dernier, 19 organisations s'unissaient pour porter ensemble la convergence de l'écologie et du social à travers le Pacte du Pouvoir de Vivre. La semaine dernière, lors de son discours de politique générale, Edouard Philippe annonçait deux priorités : l'environnement et la justice sociale. Craignant que la volonté affichée d'engager la transition écologique, d'éradiquer la grande pauvreté, d'endiguer la disparition de la biodiversité et de réduire les inégalités ait très peu de chances de voir le jour si le gouvernement n'actionne pas les leviers nécessaires, les organisations du Pacte du Pouvoir de Vivre, qui sont désormais 43, proposent 8 mesures à mettre en oeuvre au plus vite.

Sommaire

- [NORME, INVESTISSEMENT, \(...\)](#)
- [Les 8 mesures d'urgence \(...\)](#)
- [Pacte du Pouvoir de Vivre](#)

Répondre à l'urgence écologique et sociale sans normes, sans fiscalité écologique, sans investissements massifs... Mission impossible !

Le discours de politique générale du 12 juin qui devait présenter l'acte II du quinquennat, ressemble finalement à s'y méprendre à l'acte I. Depuis deux ans, les paroles sont souvent prometteuses ; mais les actions structurantes et ambitieuses continuent de se faire attendre, et les contradictions se multiplient. En effet, si on ne peut que partager les deux premières priorités citées par le Premier ministre dans son discours : l'environnement et la justice sociale, il reste à voir les actes.

Nos organisations jugeront bien évidemment sur pièces l'action du gouvernement. Mais nous craignons, au vu des derniers mois et des annonces faites, que sa volonté d'engager la transition écologique, d'éradiquer la grande pauvreté, d'endiguer la disparition de la biodiversité et de réduire les inégalités ait très peu de chance de voir le jour si le gouvernement n'actionne pas les leviers nécessaires. En effet, il sera impossible pour le gouvernement d'engager la transformation de notre société sans activer les trois leviers principaux des politiques publiques que sont :

1. L'investissement
2. La fiscalité
3. La norme

Et aucun de ces leviers n'a aujourd'hui la faveur du gouvernement. D'abord le respect de la règle des 3% reste une priorité absolue pour Édouard Philippe. Ceci rend impossible la mise en place d'un grand plan d'investissement pourtant si nécessaire : 55 à 85 milliards d'euros sont par exemple nécessaires pour engager la transition écologique. De même le Premier ministre s'est clairement exprimé plusieurs fois contre l'augmentation de la fiscalité alors que c'est un moyen incitatif fort pour encourager les bonnes pratiques et comportements et décourager celles qui doivent disparaître. Adossée à un revenu climat, une fiscalité écologique peut par ailleurs inciter les ménages à s'engager dans la transition sans les mettre en difficulté. Enfin, à de nombreuses reprises le Premier ministre s'est prononcé contre toute sur-transposition des directives européennes, refusant donc d'interdire ou d'obliger par la loi ou par décret. Ainsi de quelles marges de manoeuvres collectives dispose-t-on ? Où sont les espaces pour passer

des mots aux actes ? Quelle ambition donner alors à la transition écologique et la justice sociale qu'Édouard Philippe a appelée de ses vœux le 12 juin ?

NORME, INVESTISSEMENT, FISCALITÉ : POURQUOI S'AGIT-IL DES 3 LEVIERS INDISPENSABLES A ACTIVER ?

▶ 1 La norme : un outil qui a fait ses preuves

Néonicotinoïdes VS Glyphosate

Le parallèle est intéressant puisque dans les deux cas, le gouvernement s'est engagé à sortir de ces produits, alors même que les représentants majoritaires du monde agricole y étaient globalement opposés. En 2016, les députés ont voté l'interdiction des pesticides de synthèse de la famille des néonicotinoïdes - si néfastes pour la biodiversité et pour les pollinisateurs en particulier - au 1er janvier 2018, en laissant la porte ouverte à des dérogations jusqu'en 2020. Il était prévu un accompagnement pour les agriculteurs ainsi qu'un budget dédié pour développer les alternatives.

Trois ans plus tard, le pari est gagné car les dérogations ne représentent plus que 0,4 %. Pour le glyphosate, le gouvernement actuel a refusé de mettre l'interdiction dans la loi, préférant le volontarisme du secteur et la mise en place d'un plan de sortie du glyphosate. Les données sont toujours indisponibles concernant l'évolution de l'usage du glyphosate entre 2017 et 2018. Mais si une légère baisse s'observe entre 2014 et 2017, on vend toujours plus de glyphosate en France en 2017 (8 673 tonnes) qu'en 2011 (7 312 tonnes). On voit que la tendance n'est pas favorable à la diminution et encore moins à une disparition d'un pesticide aussi utilisé que le glyphosate en France.

Taille des appartements VS passoires énergétiques

Face à l'objectif d'interdiction progressive de mise en location des passoires thermiques qui s'impose plus que jamais aujourd'hui, les différents gouvernements, sensibles aux arguments des bailleurs privés, évoquent le risque de décourager les propriétaires et de faire sortir du marché locatif de nombreux logements énergivores. Des alertes similaires avaient été lancées en 2002, quand le décret « décence » avait énoncé des règles minimales pour mettre un logement en location (en particulier la norme minimale de 9 m²). Or, non seulement la « catastrophe annoncée » de voir sortir massivement des logements du parc locatif privé n'a pas eu lieu, mais le décret décence a constitué et constitue encore aujourd'hui un gage de qualité minimal déterminant et un moyen de lutter contre les mauvaises pratiques, par exemple contre les marchands de sommeil qui louent parfois très chers des logements de 3 ou 5 m².

▶ 2 Sans investissement, il n'y aura pas d'accélération

TGV VS Petites lignes et Intercités

En matière d'investissement dans le secteur des transports, la priorité a été donnée à la route, et pour le ferroviaire au TGV au détriment de l'entretien et de la modernisation des petites lignes comme des Intercités, de jour et de nuit. Pour le TGV, entre 1990 et 2015, 38 % des investissements réalisés dans les infrastructures ferroviaires ont été dépensés pour les lignes à grande vitesse (LGV) soit 30 milliards d'euros, sur un total de 78 milliards investis en 25 ans (rails, caténaires, équipements de signalisation, ouvrages d'art...), alors que les lignes TGV ne représentent que 9,5 % des trajets en trains. Il y a donc eu des choix d'investissement pour avoir un service de qualité qui

fonctionne aujourd'hui plutôt bien. À l'inverse, l'absence d'investissement dans les trains classiques est à l'origine de dysfonctionnements majeurs et de la fermeture d'un nombre toujours croissant de lignes. Le cas des trains de nuit est symptomatique du désengagement de l'État et des dysfonctionnements induits : les dernières commandes de trains de nuit datent de 40 ans... Le nombre de trains a été réduit drastiquement : 2 lignes en 2019 contre 6 en 2016. Alors même que ce mode de transport longue distance constitue une réelle alternative au trafic aérien sur les lignes françaises transverses et au niveau intra-européen.

Restauration collective : lutte contre le gaspillage alimentaire VS développement du bio

À ce jour, les produits issus de l'agriculture biologique représentent moins de 3 % des produits consommés en restauration collective publique (hôpitaux, universités, prisons, administrations...), bien loin de l'objectif de 20 % fixé par le Grenelle de l'Environnement en 2008. Dans la loi EGalim, ce même objectif a été réitéré, toujours sans qu'aucun moyen dédié n'ait été mis en place pour que la restauration collective puisse l'atteindre.

En revanche, les investissements permettent de diminuer durablement le gaspillage alimentaire et d'engendrer des économies. Une expérimentation de l'Ademe sur 18 mois (2016-2018) portant sur 1 000 écoles et collèges dans 40 collectivités territoriales a prouvé que l'investissement permettait de réduire le gaspillage alimentaire. 52 % des établissements observés ont réussi à réduire de 20 % le gaspillage alimentaire sur l'ensemble des étapes du service. À l'occasion de cette expérimentation, une aide forfaitaire a été allouée pour les restaurants scolaires engagés dans la démarche (entre 750 euros et 1 500 euros) afin d'investir sur la sensibilisation, formation, sous-traitance et les dépenses d'équipement.

Le bilan de l'Ademe indique que « dans le cadre de cette opération, il a été démontré que pour 1 euro investi dans des actions de lutte contre le gaspillage alimentaire, 2 euros sont économisés et qu'en moyenne, les établissements engagés dans l'opération ont économisé suite à ces actions 2 000 euros par an ». L'Ademe précise aussi que « les résultats montrent qu'il est possible de réduire significativement le gaspillage alimentaire en restauration collective et que dans le cadre d'opérations coordonnées, les économies à la clé sont réelles et offrent des marges de manoeuvre pour faire évoluer la qualité (provenance, mode de production, etc.) des matières premières et aller vers une alimentation durable. »

3 La fiscalité, un mécanisme puissant pour inverser la tendance

Le cinéma en bénéficie depuis 1946 et ça marche

La fiscalité peut être un outil pour protéger une industrie ou à l'inverse faire changer les pratiques des citoyens. Ainsi, dans l'industrie cinématographique, il existe un certain nombre d'avantages fiscaux comme par exemple une TVA à taux réduit (5,5 %) sur le billet de cinéma. Cette baisse de TVA a permis la mise en place d'une taxe spéciale additionnelle de 10,4 % afin d'alimenter un fonds de soutien géré par le CNC. Les sommes récoltées sont redistribuées sous forme d'aides à l'investissement de la filière, automatiques ou sélectives. Ce mécanisme, mis en place en 1946, a redynamisé le secteur : rénovation des salles, relance de la production... Sans ce système, il ne fait aucun doute que de nombreuses salles auraient périclité dans les années 80. Grâce à ces investissements, le marché est passé de 110 millions d'entrées au début des années 80, à 200 millions à la fin des années 90. Par ailleurs, ces investissements ont été un levier fondamental pour préserver la diversité des producteurs indépendants puisque sans eux, le marché serait capté par les très grosses entreprises.

À travers cet exemple, on voit bien que la fiscalité est très efficace pour développer une industrie.

Les 8 mesures d'urgence que le premier ministre aurait dû annoncer

- **Mesure n°1 : En finir avec les logements indignes et les passoires énergétiques en interdisant à terme**

leur mise en location

- **Mesure n°2 : Évaluer l'impact de toute nouvelle loi et politique publique sur les 10 % les plus pauvres de la population et au regard des Objectifs de Développement Durable**
- **Mesure n°3 : Revaloriser les minima sociaux et les faire évoluer au même rythme que les revenus du travail**
- **Mesure n°4 : Un projet de loi de finances 2020 écologique et social**
- **Mesure n°5 : Un projet de loi de finances solidaire pour plus de justice**
- **Mesure n°6 : Permettre aux migrants qui se trouvent en France d'y déposer leur demande d'asile**
- **Mesure n°7 : Une ambition budgétaire pour le grand âge et l'autonomie dans le PLFSS 2020**
- **Mesure n°8 : Systématiser la proposition d'accompagnement humain à l'exercice des droits et généraliser les Maisons de services au public (MSAP)**

Pacte du Pouvoir de Vivre

Post-scriptum :

LES ORGANISATIONS SIGNATAIRES

du pacte du pouvoir de vivre

Associations environnementales, d'éducation populaire, de lutte contre la pauvreté, de soutien à l'accueil des migrants ; syndicats, fondations et mutuelles : nous avons fait le constat que la société civile organisée peine à se faire entendre par le gouvernement depuis le début du quinquennat.

A l'origine, 19 organisations ont décidé de s'unir pour porter ensemble un pacte de la convergence de l'écologie et du social. Elles sont maintenant plus d'une quarantaine à avoir rejoint le Pacte. Pour la première fois, nous nous engageons à faire front commun en défendant collectivement 66 propositions qui permettent à chacun le pouvoir de vivre.

Ces propositions sont le fruit des débats et des travaux collectifs menés par toutes nos organisations au plus de près de nos sympathisants, adhérents, militants et des personnes à qui l'on apporte une aide. Elles représentent la voix de plusieurs millions de personnes.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de l'ATD Quart Monde](#)[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de l'ATD Quart Monde](#)

Aequitaz

AequitaZ est une association nationale créée en 2012 pour dépasser le sentiment d'impuissance généré par les peurs, les replis et les injustices en France et en Europe. L'association expérimente des actions politiques et poétiques qui développent le pouvoir d'agir de personnes qui vivent des situations d'inégalités. Elle essaime aussi ses projets et ses méthodes en accompagnant associations, collectivités locales ou entreprises responsables pour créer avec elles des solutions inédites face aux défis qu'elles rencontrent.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de l'ATD Quart Monde](#)
[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de l'ATD Quart Monde](#)

Animafac

Animafac n'est pas une organisation au sens traditionnel du terme.[Retour ligne automatique]

Sa priorité n'est pas de constituer une structure mais d'impulser des dynamiques. D'où le choix du modèle de fonctionnement en réseau d'associations, qui permet de concilier la circulation des informations et l'autonomie de chacun des membres qui le compose. En connectant les associations entre elles, le réseau permet une mutualisation des savoirs, contribue à une amélioration des actions de chacune et de chacun tout en favorisant l'essor de nouveaux projets. Rejoindre le réseau Animafac, c'est avoir accès à une somme d'outils et de connaissances cumulées qui permettent de ne pas avoir à réinventer la poudre, mais c'est aussi pouvoir aller à la rencontre d'autres associations, pour échanger, consolider ses actions et en initier de nouvelles.

Le réseau permet donc la mise en relation, tout en respectant la diversité. À un modèle homogène fondé sur une identité collective, Animafac préfère le pluralisme qui permet à chacune et chacun d'apporter sa contribution et d'innover en permanence.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de l'ATD Quart Monde](#)

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de l'ATD Quart Monde](#)

ATD Quart Monde

Le Mouvement ATD Quart Monde a été créé en 1957 par Joseph Wresinski, avec les habitants d'un bidonville de région parisienne. Aujourd'hui présent dans plus de 30 pays, son but est d'éradiquer la misère et de permettre à tous de vivre à égale dignité. Il agit sur le terrain avec les premiers concernés pour obtenir l'application du droit, auprès des institutions pour faire évoluer les lois et les pratiques, et auprès de l'opinion publique pour faire changer le regard sur les personnes les plus pauvres.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la CFTC](#) [Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la CFTC](#) APF France Handicap

APF France handicap est la plus importante organisation française, reconnue d'utilité publique,[Retour ligne automatique]

de défense et de représentation des personnes en situation de handicap et de leurs proches.[Retour ligne automatique]

Créée en 1933, connue et reconnue jusqu'en avril 2018 sous le nom d'Association des paralysés de France, APF France handicap **rassemble aujourd'hui près de 100 000 acteurs** : adhérents, élus, salariés, bénévoles et volontaires, usagers, sans compter ses dizaines de milliers de donateurs et sympathisants.

APF France handicap porte **des valeurs humanistes, militantes et sociales** et un projet d'intérêt général, celui d'**une société inclusive et solidaire**. L'association agit pour l'égalité des droits, la citoyenneté, la participation sociale et le libre choix du mode de vie des personnes en situation de handicap et de leur famille.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la CFDT](#) [Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la CFDT](#) CCFD - Terre solidaire

Nous accompagnons dans 63 pays plus de 400 organisations locales qui agissent pour permettre à chacun de vivre dignement et pour renforcer les communautés. Nous soutenons leurs projets dans des domaines variés : agroécologie, défense des droits, lutte contre la déforestation, promotion de l'égalité femmes-hommes...

Nous interpellons les pouvoirs publics et les élus pour défendre l'intérêt général à travers nos actions de plaidoyer en France et à l'international. Motivés par la certitude que les injustices de ce monde ne sont pas une fatalité et qu'il revient à chacun de se mobiliser, nous animons un réseau de 15 000 bénévoles qui organisent des ateliers dans des écoles, des débats publics et des campagnes citoyennes. + de 400 organisations partenaires / 700 projets internationaux dans 63 pays / 15 000 bénévoles / 2,2 millions de bénéficiaires.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la CFTC](#) [Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la CFTC](#) Céméa

Les CEMÉA, mouvement d'Éducation Nouvelle, association d'éducation populaire, et organisme de formation professionnelle sont porteurs depuis plus de 70 ans, d'une large expérience sociale et collective. Les Ceméa sont reconnus d'utilité publique et sont agréés par les grands ministères de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des

Sports, de l'Action sociale, de la Culture et de la Communication, des Affaires étrangères...

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de La Cimande](#)[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de La Cimande](#) Le Ceras

Le Centre de recherche et d'action sociales (Ceras) est une association fondée par la compagnie de Jésus il y a plus d'un siècle. Jésuites et laïcs y travaillent ensemble au service de trois missions : accompagner les associations engagées dans le champ social, mettre en débat les questions qu'elles portent notamment à travers la revue Projet, les former dans ses champs de compétences.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la CFDT](#)[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la CFDT](#) CFDT

La CFDT est le premier syndicat français en nombre d'adhérents : 623 802 femmes et hommes qui travaillent dans tous les secteurs professionnels, dans les petites et les grandes entreprises, dans le privé en majorité, dans le public et dans toutes les régions de France.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la CFTC](#)
[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la CFTC](#) CFTC

Pour défendre celui qui travaille et protéger celui qui ne travaille plus, la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) croit au dialogue et en l'humain. Pour la CFTC, le dialogue est un outil privilégié pour concilier performances économiques et sociales en parvenant à des accords « gagnant-gagnant », pour les salariés comme pour les entreprises.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de La Cimande](#)
[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de La Cimande](#) La Cimade

La Cimade a pour but de manifester une solidarité active avec les personnes opprimées et exploitées. Elle défend la dignité et les droits des personnes réfugiées et migrantes, quelles que soient leurs origines, leurs opinions politiques ou leurs convictions.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la FAGE](#)
[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la FAGE](#) Club Convaincre du Rhône

Les clubs CONVAINCRE ont été fondés par Michel Rocard dans les années 1980.

Il s'agissait et il s'agit toujours de promouvoir une vision du politique, mélange d'utopie et de réalisme.

Le Club CONVAINCRE du Rhône est donc un lieu de réflexions critiques et de propositions d'actions sur nos pratiques et sur leur changement. Il fait vivre les valeurs de progrès, de solidarité et de citoyenneté. Il souhaite contribuer à un projet de société porteur d'espoirs, édifié sur la responsabilité, la tolérance et le partage.

- Réconcilier les citoyens entre eux et avec eux-mêmes[Retour ligne manuel]
- Avoir une ambition européenne[Retour ligne manuel]
- Fonctionner démocratiquement en réseau

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la CFDT](#)[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la CFDT](#) Cnajep

Le Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (Cnajep) est une association loi 1901 née en 1968 suite à la volonté de mouvements de Jeunesse et d'associations d'Education Populaire, appartenant à des horizons et à des secteurs d'activités très divers, de se rencontrer pour créer un espace de dialogue, de concertation et de représentation auprès des pouvoirs publics sur les questions concernant la Jeunesse et l'Education Populaire.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de La Cimande](#)
[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de La Cimande](#) Les Compagnons Bâisseurs

Depuis 62 ans, les Compagnons Bâisseurs accompagnent les personnes en précarité dans l'auto-réhabilitation et l'auto-construction de leur logement. Implantés dans 13 régions en métropole et outremer, ils réalisent plus de 2000 chantiers par an.

Les convictions des Compagnons Bâisseurs se fondent sur :[Retour ligne manuel]
" La primauté de la personne, de sa dignité, de son intégrité ;[Retour ligne manuel]

" La nécessité pour toute personne de disposer d'un logement décent ;[Retour ligne manuel]

" La reconnaissance des capacités de chaque personne.

La mise en oeuvre de ces fondements passe par l'action concrète matérialisée par le chantier (faire), dans une démarche d'amélioration de l'habitat des personnes en difficulté, d'apprentissage partagé et d'entraide (faire avec).

La pluralité des acteurs et le respect de leur diversité, le partage des savoirs et des connaissances, la force de l'action collective développent la capacité d'agir et renforcent le lien social (faire ensemble).

Les Compagnons Bâisseurs veulent contribuer à une politique publique de l'habitat plus juste, qui intègre ceux qui en sont exclus tout en tenant compte des interactions entre les personnes, leur logement, leur voisinage et leur environnement territorial. Une politique publique qui privilégie le rôle d'acteur plutôt que celui de bénéficiaire.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la CFTC](#)

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la CFTC](#) Les convivialistes

Textes et débats sur quel monde pour demain ? Le manifeste convivialiste est un point de départ pour proposer les contours d'un autre monde.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de La Cimande](#)

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de La Cimande](#) Emmaüs France

Emmaüs France, association loi 1901, fédère 287 groupes Emmaüs en France, qui peuvent être de différentes natures en fonction de leurs activités, de leurs spécificités et de leur projet social : communautés, structure action sociale et logement, SOS Familles Emmaüs, comités d'amis et structures d'insertion.

Le Mouvement Emmaüs compte aujourd'hui 119 communautés. Elles sont des lieux d'accueil, de vie, d'activité et de solidarité, qui fonctionnent sans aucune subvention et uniquement grâce à la récupération d'objets.

Depuis 2010, elles bénéficient du statut OACAS (Organisme d'accueil communautaire et d'activités solidaires) qui reconnaît officiellement une qualité de travailleur solidaire aux compagnes et compagnons et leur garantit l'accès aux droits à la santé (couverture universelle complémentaire CMU-C) et à la retraite.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la FAGE](#)

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la FAGE](#) FAGE

La Fédération des associations générales étudiantes - FAGE - est la première organisation étudiante de France. Fondée en 1989, elle assure son fonctionnement sur la démocratie participative et regroupe près de 2000 associations et syndicats, soit environ 300 000 étudiants.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Fondation Abbé Pierre](#)[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Fondation Abbé Pierre](#) FAS

La Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) est un réseau généraliste de lutte contre les exclusions. La Fédération promeut le travail social, ouvre des espaces d'échanges entre tous les acteurs du secteur social, et défend la participation des personnes en situation d'exclusion à la réflexion sur les politiques publiques qui les concernent.

Elle regroupe 870 associations de solidarité et organismes qui vont vers et accueillent les plus démunis, et gèrent près de 2 800 structures dont :

- 800 CHRS ;[Retour ligne manuel]
- 900 ateliers et chantiers d'insertion ;[Retour ligne manuel]
- 75 000 places d'hébergement et de logement temporaire ;[Retour ligne manuel]
- 30 000 postes de travail en insertion ;[Retour ligne manuel]
- 12 000 places en centres d'accueil de demandeurs d'asile ;[Retour ligne manuel]
- plus de 15 000 intervenants sociaux ;[Retour ligne manuel]
- des milliers de bénévoles ;[Retour ligne manuel]
- 900 000 personnes en difficulté accueillies chaque année.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Fondation Abbé Pierre](#)[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Fondation Abbé Pierre](#) La FCSF

La Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF), tête du réseau de plus de **1 200 centres sociaux** qui lui sont affiliés, a pour missions :[\[Retour ligne manuel\]](#)

- d'animer et de promouvoir ses valeurs et son projet fédéral, axé sur le renforcement du pouvoir d'agir des habitants pour répondre aux questions de société qui les concernent.[\[Retour ligne manuel\]](#)
- de représenter et de communiquer sur le réseau auprès des pouvoirs publics, des partenaires, des responsables locaux, du grand public, sur la spécificité du projet participatif des centres sociaux, ainsi que sur la richesse et la diversité de son réseau.[\[Retour ligne manuel\]](#)
- de soutenir le développement des fédérations et des centres existants et d'accompagner à la création de nouveaux centres sociaux, de nouvelles fédérations.[\[Retour ligne manuel\]](#)
- de former et de qualifier les acteurs du réseau, salariés et bénévoles.[\[Retour ligne manuel\]](#)
- de développer des stratégies politiques et un travail prospectif concernant l'avenir des centres sociaux et socioculturels.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Fondation Nicolas Hulot](#)
[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Fondation Nicolas Hulot](#) Fédération Léo Lagrange

Association d'éducation populaire reconnue d'utilité publique, la Fédération Léo Lagrange intervient dans les champs de la petite enfance, de l'animation et de la formation professionnelle et accompagne les acteurs publics dans la mise en oeuvre de politiques éducatives, socioculturelles et d'insertion.

A travers les compétences de ses 5 500 salariés, elle a ainsi l'ambition de donner à tous les moyens de s'épanouir tout au long de la vie.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Fondation Nicolas Hulot](#)[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Fondation Nicolas Hulot](#) Fing

Depuis 18 ans, la Fing aide les entreprises, les institutions et les territoires à anticiper les mutations liées aux technologies et à leurs usages. Elle a construit un nouveau genre de think tank sur les transformations numériques, dont les productions sont largement reconnues en Europe et ailleurs.

La Fing compte aujourd'hui plus de 250 membres : des grandes entreprises, des start-ups, des laboratoires de recherche, des universités, des collectivités territoriales, des administrations, des associations, des personnes physiques...

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Fondation Abbé Pierre](#)[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Fondation Abbé Pierre](#) La Fonda

La Fonda, association reconnue d'utilité publique, est un laboratoire d'idées au service du monde associatif. Par ses travaux, la Fonda fournit des éclairages et des outils pour comprendre les phénomènes à l'oeuvre dans la société, explorer leurs effets sur l'action associative et nourrir les décisions stratégiques des responsables associatifs et de leurs partenaires. Depuis sa création en 1981, la Fonda valorise la diversité et la vitalité du monde associatif : sa contribution à la création de valeur, à la vitalité démocratique et au lien social est essentielle. La Fonda a également pour mission d'aider les acteurs associatifs à conserver et à développer leur capacité d'agir. La conviction de la Fonda est que les associations - et plus largement, les collectifs et communautés d'action - peuvent occuper une place décisive dans la transition démocratique, écologique, économique et numérique que nous vivons..

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Fondation Abbé Pierre](#)
[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Fondation Abbé Pierre](#) Fondation Abbé Pierre

Créée en 1987 et reconnue d'utilité publique le 11 février 1992, la Fondation Abbé Pierre est membre du Comité de la Charte du Don en Confiance. Elle agit pour permettre à toutes personnes défavorisées d'accéder à un logement décent et une vie digne.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Fondation Abbé Pierre](#)
[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Fondation Abbé Pierre](#) Fondation Armée du Salut

Mouvement international créé en 1878 en Angleterre et présent dans près de 131 pays, l'Armée du Salut est implantée en France depuis 1881 et englobe, depuis 2000, deux entités distinctes et complémentaires : une

Congrégation, reconnue comme une Eglise, animée par des officiers et soldats regroupés autour de 26 postes ; une Fondation, laïque, reconnue d'utilité publique, assurant une mission d'intérêt général et d'utilité sociale au service de milliers de personnes accueillies dans 200 structures et services sociaux et médico-sociaux.

La Fondation l'Armée du Salut est engagée dans la lutte contre toutes les exclusions et pour l'intégration de tous dans la société. A travers 200 établissements et services, elle lutte contre l'exclusion sociale, l'exclusion liée au handicap ou au grand âge et pour l'intégration des plus jeunes dans la société.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Fondation Nicolas Hulot](#)[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Fondation Nicolas Hulot](#) Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme

Créée en 1990 par Nicolas Hulot, la Fondation pour la Nature et l'Homme oeuvre pour un monde équitable et solidaire qui respecte la Nature et le bien-être de l'Homme. Elle s'est donné pour mission de proposer et accélérer les changements de comportements individuels et collectifs, et soutenir des initiatives environnementales en France comme à l'international pour engager la transition écologique de nos sociétés.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Fondation Nicolas Hulot](#)[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Fondation Nicolas Hulot](#) Forum réfugiés - Cosi

Forum réfugiés - Cosi est une organisation fondée en 1982. Elle accompagne chaque jour des milliers de demandeurs d'asile et de réfugiés au sein de dispositifs d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement dédiés, ainsi qu'au sein d'un centre de santé mentale dédié aux victimes de torture et de violences. L'association est par ailleurs présente depuis 2010 en centres de rétention administrative, où elle informe et aide les personnes retenues dans l'exercice effectif de leurs droits.

Son action internationale inclut des projets en République démocratique du Congo, au Niger et au Liban. Elle a également pour mission, à travers des actions de plaidoyer à l'échelle nationale et européenne, de veiller au respect des droits fondamentaux des demandeurs d'asile, des bénéficiaires d'une protection internationale et des personnes retenues.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site Les Francas](#)[Cliquez ici pour vous rendre sur le site Les Francas](#) Les Francas

Mouvement d'éducation populaire, la Fédération nationale des Francas est une association complémentaire de l'école, reconnue d'utilité publique et agréée par les ministères de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de celui des Affaires sociales, de la Santé et des droits des femmes, ainsi que de celui de la Ville, de la Jeunesse et des sports. Les Francas travaillent en liaison avec 77 organisations non gouvernementales présentes dans 45 pays.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de FNE](#)

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de FNE](#) FranceNature Environnement

France Nature Environnement est la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. Elle est la porte-parole d'un mouvement de 3500 associations, regroupées au sein de 80 organisations adhérentes, présentes sur tout le territoire français, en métropole et outre-mer.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de France Terre d'Asile](#)

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de France Terre d'Asile](#) France Terre d'Asile

L'association France terre d'asile, fondée en décembre 1970, a principalement pour but le maintien et le développement d'une des plus anciennes traditions françaises, celle de l'asile et de garantir en France l'application de toutes les conventions internationales pertinentes. Pour l'association, il s'agit d'aider toutes les personnes en situation de migrations de droit, en particulier celles répondant aux définitions de « réfugié » et « d'apatride ».

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site d'Humanité & Biodiversité](#)

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site d'Humanité & Biodiversité](#) Humanité & Biodiversité

Humanité et Biodiversité est une association nationale loi 1901, reconnue d'utilité publique et agréée au titre de la protection de la nature par le Ministère de l'Environnement. Depuis mars 2015, elle est présidée par Bernard Chevassus-au-Louis, Hubert Reeves devenant président d'honneur. Héritière de la Ligue Roc, elle s'est attachée depuis 1976, à défendre la nature. Depuis 2012, avec ce nouveau nom et nos nouveaux statuts, Humanité et Biodiversité affirme son engagement pour une prise en compte plus large et plus complète des liens qui unissent

l'humanité à l'ensemble du vivant.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Ligue de l'Enseignement](#)
[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Ligue de l'Enseignement](#) Le Labo de l'ESS

Le Labo de l'ESS est un think tank qui construit, par un travail collaboratif, des axes structurants de l'économie sociale et solidaire, à partir d'initiatives concrètes, innovantes et inspirantes issues des territoires.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Ligue de l'Enseignement](#)
[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Ligue de l'Enseignement](#) La ligue de l'Enseignement

Mouvement laïque d'éducation populaire, la Ligue de l'enseignement propose des activités éducatives, culturelles, sportives et de loisirs. Elle regroupe, à travers 103 fédérations départementales, près de 30 000 associations locales présentes dans 24 000 communes et représentant 1,6 million d'adhérents.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site du Mouvement Associatif](#)
[Cliquez ici pour vous rendre sur le site du Mouvement Associatif](#) Le Mouvement Associatif

Avec ses 13 millions de bénévoles et 1,8 million de salariés, le monde associatif est une des forces vives les plus puissantes de notre pays. Sur tous les fronts, sur l'ensemble des territoires et à l'international, au plus près des besoins, les associations agissent et innovent chaque jour dans l'intérêt général. Actrices de l'économie, elles créent de l'emploi, génèrent de l'activité, impulsent des projets. Organisées en réseaux, fédérations, unions aux différents échelons territoriaux, elles sont des interlocuteurs des pouvoirs publics.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de France Terre d'Asile](#)
[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de France Terre d'Asile](#) LVN personalistes et citoyens

LVN - personalistes et citoyens est un mouvement d'éducation populaire. Il est agréé par l'État, indépendante, pluraliste et libre de tout parti, syndicat ou Église.

Avec LVN - personalistes et citoyens, prenez plaisir à participer à des ateliers, des conférences ou des voyages d'étude, à vous former dans des petits groupes, dans le respect de la parole de chacun. Repensez la vie, imaginez et vivez de nouvelles actions citoyennes pour mieux vous impliquer dans le monde, pour devenir des citoyens encore plus responsables.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Mutualité Française](#)
[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Mutualité Française](#) Mutualité Française

Présidée par Thierry Beaudet, la **Mutualité Française** est une organisation professionnelle qui fédère la quasi-totalité des mutuelles santé et défend leurs intérêts collectifs. Sociétés de personnes à but non lucratif régies par le code de la mutualité, les mutuelles ne versent pas de dividendes et ne pratiquent pas la sélection des risques. Elles interviennent comme premier financeur des dépenses de santé après la Sécurité sociale. Avec leurs 2 600 services de soins et d'accompagnement, les mutuelles jouent un rôle majeur pour l'accès aux soins et sont le premier acteur privé de prévention santé.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site d'Humanité & Biodiversité](#)
[Cliquez ici pour vous rendre sur le site d'Humanité & Biodiversité](#) Nouveaux Droits de l'Homme

Nouveaux Droits de l'Homme, organisation non gouvernementale, a été fondée en 1977 en France pour non seulement défendre, mais aussi étendre les droits de l'Homme car le monde évolue sans que les droits reconnus suivent cette évolution, ce qui signifie un recul global relatif.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site du Mouvement Associatif](#)
[Cliquez ici pour vous rendre sur le site du Mouvement Associatif](#) OPH, la Fédération

La Fédération nationale des Offices Publics de l'Habitat conseille et assiste les offices sur des questions d'ordre administratif, juridique, technique, comptable et financier. Elle met en oeuvre des missions professionnelles d'expertise financière et d'organisation, et participe au dispositif public de prévention des risques dans le cadre de la Caisse de Garantie du Logement Locatif Social (CGLLS). Elle s'attache à promouvoir des règles de déontologie professionnelle et sociale.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site du Réseau Action Climat France](#)
[Cliquez ici pour vous rendre sur le site du Réseau Action Climat France](#) Oxfam

Oxfam forme un réseau de 20 organisations de solidarité internationale qui travaillent dans plus de 90 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté dans une approche fondée sur la défense des droits humains fondamentaux.[Retour ligne manuel]

Oxfam fonde son action sur une conviction forte : la pauvreté n'est pas une fatalité, elle résulte de choix politiques et économiques qui peuvent être remis en cause par le pouvoir citoyen. En France, Oxfam mène des campagnes de mobilisation citoyenne et de pression sur les responsables politiques et économiques.[Retour ligne manuel]

Elle contribue également à des actions humanitaires d'urgence et à des projets de développement sur le terrain, en collaboration avec des partenaires dans le monde entier.[Retour ligne manuel]

Oxfam France, c'est plus d'une dizaine de groupes locaux mobilisés au quotidien, 5 magasins solidaires et un réseau de plus de 100 000 personnes engagées.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site du Pacte Civique](#)
[Cliquez ici pour vous rendre sur le site du Pacte Civique](#) Pacte Civique

Le Pacte civique rassemble des citoyens et des organisations qui s'engagent dans un Pacte visant à construire ensemble un avenir désirable pour tous en appliquant 4 valeurs clés qui déclinées ensemble impacteront positivement notre vivre ensemble : créativité, sobriété, justice et fraternité ; en développant, de manière cohérente et simultanée, 3 champs de progrès et de transformation : nos comportements individuels, le mode de fonctionnement de nos organisations et la manière de construire nos politiques publiques ; en s'appropriant et faisant vivre les engagements proposés par le Pacte civique.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Mutualité Française](#)[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de la Mutualité Française](#) Fédération des PEP

Les PEP : 100 ans d'expérience au service d'une société inclusive ! Les PEP (Pupilles de l'Enseignement Public), c'est un réseau de 123 associations de proximité fédérées au sein d'une Fédération Générale qui agit pour une société inclusive. LA FGPEP (Fédération Générale des PEP) est donc un réseau et un mouvement de transformation sociale.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site du Pacte Civique](#)
[Cliquez ici pour vous rendre sur le site du Pacte Civique](#) REFEDD

Le REFEDD est le REseau Français des Etudiants pour le Développement Durable. C'est un réseau d'associations étudiantes qui mènent des projets sur le développement durable tels que l'alimentation, la biodiversité, le climat, les déchets, etc. Le REFEDD est une association de loi 1901 (les statuts du REFEDD). Nos objectifs : avoir 100% d'étudiants sensibilisés et engagés et 100% de campus durables ! Le REFEDD est convaincu que le monde étudiant est une force essentielle pour construire demain.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site du Réseau Action Climat France](#)[Cliquez ici pour vous rendre sur le site du Réseau Action Climat France](#) Réseau Action Climat France

Le Réseau Action Climat, fédération d'associations nationales et locales, lutte contre les causes des changements climatiques, de l'échelle internationale à l'échelle locale. Il est le représentant français d'un réseau mondial et européen d'ONG, qui regroupe près de 1100 membres à travers la planète. Avec pour objectif de parler d'une seule voix pour peser davantage sur les décideurs, le Réseau Action Climat couvre de par son travail l'ensemble des secteurs responsables du dérèglement climatique : les transports, la production d'énergie, l'agriculture et l'alimentation, l'habitat, etc.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site du Secours Catholique](#)
[Cliquez ici pour vous rendre sur le site du Secours Catholique](#) Secours Catholique Caritas France

Au Secours Catholique-Caritas France, plus de 68 000 bénévoles et près de 1 000 salariés agissent contre la pauvreté et en faveur de la solidarité, en France et dans le monde. En tant que service de l'Église catholique qui a pour mission de soutenir les plus fragiles, l'association - créée en 1946 - se mobilise sur le territoire hexagonal et outre-mer et apporte son soutien dans plus de 70 pays et territoires en lien avec le réseau mondial Caritas Internationalis.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site du Secours Catholique](#)

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site du Secours Catholique](#) Solidarité Laïque

Depuis 1956, Solidarité Laïque lutte contre les exclusions et améliore l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité. L'association est un collectif de 52 organisations liées à l'école publique, à l'éducation populaire et à l'économie sociale et solidaire. Avec des centaines de partenaires locaux, nous faisons avancer la cause de l'éducation et nous nous mobilisons pour que les Etats prennent les moyens de leurs engagements.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site du Secours Catholique](#)

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site du Secours Catholique](#) Solidarités Nouvelles pour le Logement (SNL)

Depuis 1988, les membres de Solidarités Nouvelles pour le Logement s'engagent pour rendre le logement accessible aux personnes en situation de précarité.

Nos missions :[Retour ligne manuel]

- **créer des logements** très sociaux par construction, achat rénovation, bail à réhabilitation ou mise à disposition par des particuliers ;[Retour ligne manuel]

- **louer ces logements** à des personnes en difficulté « le temps qu'il faut » pour qu'elles retrouvent une stabilité ; [Retour ligne manuel]

- **accompagner chaque ménage** jusqu'à l'accès à un logement pérenne. Cet accompagnement est assuré par des bénévoles du quartier et par un travailleur social de l'association ;[Retour ligne manuel]

- **témoigner pour mobiliser** autour de notre action et pour interpeller les instances politiques et les acteurs publics ou privés.

SNL c'est* :[Retour ligne manuel]

> 1015 logements en service et accessibles, grâce à la modicité des loyers et des charges, aux personnes démunies,[Retour ligne manuel]

> des dizaines de nouveaux logements créés chaque année,[Retour ligne manuel]

> 10 369 personnes successivement accueillies puis relogées depuis la création de l'association,[Retour ligne manuel]

> 1 338 bénévoles, réunis en 117 Groupes Locaux de Solidarité (GLS) ,[Retour ligne manuel]

> 82 salariés, dont + d'un tiers de travailleurs sociaux, architectes, gestionnaires immobiliers et locatifs...[Retour ligne manuel]

* chiffres établis au 31 décembre 2017

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de l'UNIOPSS](#)

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de l'UNIOPSS](#) Unadel

L'Union Nationale des Acteurs et des structures de Développement Local est née en 1992 du regroupement de deux réseaux. L'un était constitué par les acteurs de développement de « pays » (ANDLP), animateurs de « plans d'aménagement rural », de « charte intercommunale d'aménagement et de développement », issus d'un renouveau de l'aménagement rural et d'une résistance au délitement de la société rurale. L'autre était constitué par des élus regroupés dans la Fédération des pays de France qui défendaient les mêmes valeurs dans des groupements intercommunaux. L'ensemble nouveau qu'ils fondent alors, l'Unadel, associe des élus, des militants associatifs et des professionnels du local, mobilisés pour un objet commun : la promotion et la reconnaissance des territoires de projet, comme creuset du développement local.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de l'UNSA](#)

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de l'UNSA](#) UNHAJ

Créé en 1955, l'Union nationale pour l'habitat des jeunes accompagne les jeunes dans leur processus de socialisation, leur insertion consciente et critique dans la société.[Retour ligne manuel]

L'UNHAJ, mouvement national d'éducation populaire, est une union d'adhérents locaux regroupés au niveau régional au sein des URHAJ - Unions régionales pour l'habitat des jeunes. Créé en 1955, l'Union nationale pour l'habitat des jeunes accompagne les jeunes dans leur processus de socialisation, leur insertion consciente et critique dans la société. L'UNHAJ, mouvement national d'éducation populaire, est une union d'adhérents locaux regroupés au niveau régional au sein des URHAJ - Unions régionales pour l'habitat des jeunes.

L'UNHAJ c'est :

- 330 adhérents (personnes morales) présents sur 500 sites, porteurs de projets « Habitat jeunes » [Retour ligne manuel]
 - " Ils accueillent, informent et orientent les jeunes dans l'accès au logement autonome avec les Services habitat pour les jeunes (Services logement et CLLAJ - Comités Locaux pour le Logement Autonome des Jeunes).[Retour ligne manuel]
 - " Ils proposent 40 000 logements en collectif (de type Résidences sociales-FJT) ou en diffus.[Retour ligne manuel]
 - " Ils offrent un ensemble de services destinés à favoriser l'accès à l'emploi, à la santé, aux transports, aux loisirs...
- 200 000 jeunes accueillis chaque année.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de l'UNIOPSS](#)
[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de l'UNIOPSS](#) UNIOPSS

Créée en 1947, l'Uniopss (Union nationale interfédérale des oeuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux) est une association Loi 1901 reconnue d'utilité publique. Elle a pour vocation d'unir, de défendre et de valoriser les acteurs privés non lucratifs de solidarité. Elle porte auprès des pouvoirs publics la voix collective des associations des secteurs sanitaire, social et médico-social, engagées aux côtés des personnes vulnérables et fragiles. Présente sur tout le territoire, l'Uniopss regroupe des unions régionales ainsi qu'une centaine de fédérations, unions et associations nationales, représentant 25 000 établissements, 750 000 salariés et l'engagement d'un million de bénévoles.

[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de l'UNSA](#)
[Cliquez ici pour vous rendre sur le site de l'UNSA](#) UNSA

L'UNSA (Union nationale des syndicats autonomes) s'est fixée comme objectif de promouvoir un progrès social durable ; lutter contre toutes les formes d'exclusion ; participer activement à la construction d'une Europe sociale ; défendre l'emploi et le service public. Créée en février 1993 autour de cinq organisations qui partagent les mêmes valeurs républicaines de laïcité, de démocratie, de solidarité, de liberté, d'humanisme et de justice sociale, elle compte aujourd'hui près de 200 000 adhérents actifs et retraités.